

consultatif pour les questions administratives et budgétaires⁴⁶,

Tenant compte des vues exprimées par les Etats Membres à la Cinquième Commission,

1. *Souscrit* aux observations et recommandations formulées par le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires dans son rapport⁴⁶;

2. *Réaffirme*, dans le contexte de la résolution 827 (1993) du Conseil de sécurité et en ce qui concerne le financement du Tribunal international chargé de poursuivre les personnes présumées responsables de violations graves du droit international humanitaire commises sur le territoire de l'ex-Yougoslavie depuis 1991, que l'Assemblée générale a pour rôle, en vertu de l'Article 17 de la Charte des Nations Unies, d'examiner et d'approuver le budget de l'Organisation ainsi que d'en répartir les dépenses entre les Etats Membres;

3. *Constate avec préoccupation* que les conseils relatifs au mode de financement du Tribunal international donnés au Conseil de sécurité par le Secrétariat ne concordent pas avec le rôle qui incombe à l'Assemblée générale en vertu de l'Article 17 de la Charte;

4. *Prie* le Président de l'Assemblée générale de porter la teneur de la présente résolution à l'attention du Président du Conseil de sécurité;

5. *Fait sienne* la recommandation du Comité consultatif tendant à autoriser le Secrétaire général à engager des dépenses jusqu'à concurrence de 500 000 dollars pour fournir au Tribunal international les ressources dont il a un besoin immédiat et urgent pour entreprendre ses activités initiales;

6. *Prie* le Secrétaire général de lui soumettre, pendant sa quarante-huitième session et avant le 31 décembre 1993, des prévisions de dépenses détaillées pour le Tribunal international, distinctes du projet de budget-programme pour l'exercice biennal 1994-1995, à financer au moyen de contributions obligatoires et, en attendant une décision définitive quant au mode de répartition des dépenses du Tribunal international, d'en financer les activités au moyen d'un compte distinct séparé du budget ordinaire;

7. *Invite* les Etats Membres et les autres parties intéressées à verser des contributions volontaires au Tribunal international, tant en espèces que sous forme de services et de fournitures pouvant être acceptés par le Secrétaire général;

8. *Décide* d'inscrire au projet d'ordre du jour de sa quarante-huitième session la question intitulée « Financement du Tribunal international chargé de poursuivre les personnes présumées responsables de violations graves du droit international humanitaire commises sur le territoire de l'ex-Yougoslavie depuis 1991 ».

110^e séance plénière
14 septembre 1993

47/236. Financement de la Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre

L'Assemblée générale,

Ayant examiné le rapport du Secrétaire général sur le financement de la Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre⁴⁷ et le rapport y relatif du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires⁴⁸,

Ayant à l'esprit la résolution 186 (1964) du Conseil de sécurité, en date du 4 mars 1964, par laquelle le Conseil a créé la Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre, de même que les résolutions adoptées par la suite, par lesquelles il a prorogé le mandat de la Force, dont la plus récente est la résolution 839 (1993) du 11 juin 1993,

Consciente de la nécessité d'appliquer, pour couvrir les dépenses occasionnées par la Force à compter du 16 juin 1993, une méthode différente de celle qui est utilisée pour financer les dépenses inscrites au budget ordinaire de l'Organisation des Nations Unies,

Tenant compte du fait que les pays économiquement développés sont en mesure de verser des contributions relativement plus importantes et que les pays économiquement peu développés ont une capacité relativement limitée de participer au financement d'une opération de cette nature,

Ayant à l'esprit les responsabilités spéciales qui incombent aux Etats membres permanents du Conseil de sécurité pour ce qui est du financement des opérations de cette nature, comme elle l'a indiqué dans sa résolution 1874 (S-IV) du 27 juin 1963,

Notant avec satisfaction que certains gouvernements ont fourni des contributions volontaires pour la Force,

Notant que le montant des contributions volontaires n'a pas suffi pour financer toutes les dépenses de l'opération, y compris celles que les gouvernements fournissant des contingents avaient engagées avant le 16 juin 1993, et regrettant qu'il n'ait pas été répondu comme il l'aurait fallu aux divers appels aux contributions volontaires, dont celui que contient la section IV de sa résolution 47/218 A du 23 décembre 1992,

Appréciant les efforts que continuent de déployer les gouvernements fournissant des contingents à la Force,

Consciente qu'il est indispensable de doter la Force des ressources financières nécessaires pour lui permettre de s'acquitter de son mandat,

1. *Réaffirme*, dans le contexte du paragraphe 4 de la résolution 831 (1993) du Conseil de sécurité, où le Conseil a abordé le problème du mode de financement de la Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre, que l'Assemblée générale a pour rôle, en vertu de l'Article 17 de la Charte des Nations Unies, d'examiner et d'approuver le budget de l'Organisation ainsi que d'en répartir les dépenses entre les Etats Membres;

2. *Constate avec préoccupation* que les conseils relatifs au mode de financement de la Force, donnés au Conseil de sécurité par le Secrétariat, ne concordent pas avec le rôle qui incombe à l'Assemblée en vertu de l'Article 17 de la Charte;

3. *Prie* le Président de l'Assemblée générale de porter la teneur de la présente résolution à l'attention du Président du Conseil de sécurité;

4. *Souscrit* aux observations et recommandations formulées par le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires dans son rapport⁴⁸;

5. *Prie* le Secrétaire général de faire le nécessaire, conformément, entre autres, aux observations et recommandations du Comité consultatif, pour que la Force soit administrée avec le maximum d'efficacité et d'économie, d'en améliorer la gestion et de rendre compte, dans le rapport qu'il présentera à l'Assemblée sur cette question, des mesures qui auront été prises à cet effet;

6. *Prie instamment* tous les Etats Membres de faire tout leur possible pour verser en totalité et sans retard leurs contributions dues au titre de la Force;

7. *Décide* que les dépenses de la Force engagées à compter du 16 juin 1993 dont le financement n'aura pu être assuré au moyen de contributions volontaires seront à considérer comme des dépenses de l'Organisation qui doivent être supportées par les Etats Membres, conformément au paragraphe 2 de l'Article 17 de la Charte des Nations Unies;

8. *Décide également* d'ouvrir un crédit d'un montant brut de 8 771 000 dollars des Etats-Unis (soit un montant net de 8 443 000 dollars) pour la période allant du 16 juin au 15 décembre 1993, et prie en conséquence le Secrétaire général de créer un compte spécial pour la Force, comme il a recommandé de le faire au paragraphe 29 de son rapport⁴⁷;

9. *Décide en outre*, à titre d'arrangement spécial, de répartir le montant brut de 8 771 000 dollars (soit un montant net de 8 443 000 dollars) pour la période susmentionnée entre les Etats Membres, conformément à la composition des groupes indiqués aux paragraphes 3 et 4 de sa résolution 43/232 du 1^{er} mars 1989, telle qu'elle a été modifiée par ses résolutions 44/192 B du 21 décembre 1989, 45/269 du 27 août 1991, 46/198 du 20 décembre 1991 et 47/218 A du 23 décembre 1992, et compte tenu du barème des quotes-parts établi par sa résolution 46/221 A du 20 décembre 1991 et sa décision 47/456 du 23 décembre 1992;

10. *Décide* que, conformément aux dispositions de sa résolution 973 (X) du 15 décembre 1955, il sera déduit des charges réparties entre les Etats Membres, en application du paragraphe 9 ci-dessus, leurs soldes créditeurs respectifs au Fonds de péréquation des impôts au titre des recettes provenant des contributions du personnel approuvées pour la Force pour la période allant du 16 juin au 15 décembre 1993, soit 328 000 dollars;

11. *Décide* de déterminer les contributions d'Andorre, de l'Erythrée, de l'ex-République yougoslave de Macédoine, de Monaco, de la République tchèque et de la Slovaquie à la Force sur la base des quotes-parts qu'elle fixera pour ces Etats Membres à sa quarante-huitième session;

12. *Invite* les nouveaux Etats Membres énumérés au paragraphe 11 ci-dessus à verser des avances sur leurs contributions futures;

13. *Demande* que soient fournies pour la Force des contributions volontaires, tant en espèces que sous forme de services et de fournitures pouvant être acceptés par le Secrétaire général, qui seraient gérées, compte tenu des circonstances, selon la procédure qu'elle a arrêtée par ses résolutions 43/230 du 21 décembre 1988, 44/192 A du 21 décembre 1989 et 45/258 du 3 mai 1991;

14. *Décide* de maintenir distinct le compte établi pour la Force avant le 16 juin 1993, invite les Etats Membres à y verser des contributions volontaires et, à cet effet, prie le Secrétaire général de solliciter plus activement encore de telles contributions;

15. *Prie* le Secrétaire général, compte tenu du caractère volontaire que le financement de la Force revêtait avant le 16 juin 1993, de rendre compte, le 31 janvier 1994 au plus tard, de l'état du compte visé au paragraphe 14 ci-dessus;

16. *Décide* d'inscrire au projet d'ordre du jour de sa quarante-huitième session la question intitulée « Financement de la Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre ».

110^e séance plénière
14 septembre 1993

NOTES

¹ En conséquence, la résolution 47/41, qui figure à la section VIII des *Documents officiels de l'Assemblée générale, quarante-septième session, Supplément n° 49 (A/47/49)*, vol. I, doit être considérée comme étant la résolution 47/41 A.

² A/47/916.

³ Voir *Documents officiels de l'Assemblée générale, quarante-septième session, Cinquième Commission*, 63^e séance, et rectificatif.

⁴ A/47/916/Add.1.

⁵ A/47/984.

⁶ En conséquence, la résolution 47/208, qui figure à la section VIII des *Documents officiels de l'Assemblée générale, quarante-septième session, Supplément n° 49 (A/47/49)*, vol. I, doit être considérée comme étant la résolution 47/208 A.

⁷ A/47/637/Add.1 et Corr.1.

⁸ A/47/987.

⁹ En conséquence, la résolution 47/209, qui figure à la section VIII des *Documents officiels de l'Assemblée générale, quarante-septième session, Supplément n° 49 (A/47/49)*, vol. I, doit être considérée comme étant la résolution 47/209 A.

¹⁰ A/47/733/Add.1.

¹¹ A/47/982.

¹² Voir A/47/990.

¹³ En conséquence, la résolution 47/210, qui figure à la section VIII des *Documents officiels de l'Assemblée générale, quarante-septième session, Supplément n° 49 (A/47/49)*, vol. I, doit être considérée comme étant la résolution 47/210 A.

¹⁴ A/47/741/Add.1 et Corr.1.

¹⁵ A/47/986.

¹⁶ A/47/990.

¹⁷ En conséquence, la résolution 47/212, qui figure à la section VIII des *Documents officiels de l'Assemblée générale, quarante-septième session, Supplément n° 49 (A/47/49)*, vol. I, doit être considérée comme étant la résolution 47/212 A.

¹⁸ A/C.5/47/88.

¹⁹ *Documents officiels de l'Assemblée générale, quarante-septième session, Supplément n° 7 (A/47/7 et Add. 1 à 17)*, document A/47/7/Add.15.

²⁰ A/C.5/47/92.

²¹ En conséquence, la résolution 47/218, qui figure à la section VIII des *Documents officiels de l'Assemblée générale, quarante-septième session, Supplément n° 49 (A/47/49)*, vol. I, doit être considérée comme étant la résolution 47/218 A.

²² En conséquence, la résolution 47/219, qui figure à la section VIII des *Documents officiels de l'Assemblée générale, quarante-septième session, Supplément n° 49 (A/47/49)*, vol. I, doit être considérée comme étant la résolution 47/219 A.

²³ A/C.5/47/62.

²⁴ *Documents officiels de l'Assemblée générale, quarante-septième session, Supplément n° 7 (A/47/7 et Add. 1 à 17)*, document A/47/7/Add.13, par. 13 et 14.

²⁵ A/47/556.

²⁶ A/47/751.

²⁷ A/47/900.

²⁸ Voir résolution 46/221 A et décision 47/456.

²⁹ A/47/881/Add.1.

³⁰ A/47/896.

³¹ A/47/969 et Corr.1.

³² A/47/985.

³³ Voir *Documents officiels de l'Assemblée générale, quarante-septième session, Cinquième Commission*, 13^e, 15^e à 17^e, 19^e à 22^e, 25^e, 28^e, 50^e et 57^e séances, et rectificatif.

³⁴ *Ibid.*, 21^e séance, et rectificatif.

³⁵ A/C.5/46/2, A/C.5/46/7, A/C.5/46/9, A/C.5/46/13, A/C.5/46/16, A/47/416, A/47/508, A/C.5/47/5, A/C.5/47/6, A/C.5/47/9, A/C.5/47/20 et Corr.1, A/C.5/47/42 et Add.1 et 2, et A/C.5/47/43.

³⁶ A/C.5/47/14.

³⁷ A/C.5/47/6.

³⁸ A/C.5/47/9.

³⁹ Voir *Documents officiels de l'Assemblée générale, quarante et unième session, Supplément n° 49* (A/41/49).

⁴⁰ A/47/508.

⁴¹ ST/SGB/253, ST/AI/379 et ST/IC/1992/67.

⁴² A/C.5/46/16 et A/C.5/47/42 et Add.1 et 2.

⁴³ A/47/751/Add.1.

⁴⁴ A/47/983.

⁴⁵ A/47/1002.

⁴⁶ A/47/980.

⁴⁷ A/47/1001.

⁴⁸ A/47/1004.